

Audit Bugeaud
18, rue Spontini
75116 Paris
Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Paris



FONDS DE DOTATION VILLA CARMIGNAC

24 place Vendôme
75001 Paris

R.C.S. Paris 834 443 780

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

FONDS DE DOTATION VILLA CARMIGNAC

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux membres du conseil d'administration,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du FONDS DE DOTATION VILLA CARMIGNAC relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Fonds de dotation à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaires aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre Fonds de dotation, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables notamment celle relatives aux titres donnés en usufruit.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport annuel du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et comptes annuels adressés au conseil d'administration.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité du Fonds de dotation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le Fonds de dotation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels.

Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Fonds de dotation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du Fonds de dotation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 20 juin 2024



AUDIT BUGAUD

Robert MIRRI

Commissaire aux comptes

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2023 12			Exercice N-1 31/12/2022 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit	20 741 868	9 625 896	11 115 972	13 835 362	2 719 390	19.66
	Concessions, brevets, licences, marques...						
	Immobilisations incorporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions						
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques Matériel et outillage	1 439 849	723 903	715 946	759 149	43 203	5.69
	Immobilisations corporelles en cours	118 040		118 040	68 851	49 189	71.44
	Avances et acomptes						
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
	Immobilisations financières (1)						
	Participations et Créances rattachées						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
	Autres						
	Total I	22 299 756	10 349 798	11 949 958	14 663 362	2 713 404	18.50
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours	131 779		131 779	157 108	25 329	
	Créances (2)						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	17 331	10 846	6 485	1 267	5 218	411.83
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres	541 300		541 300	424 307	116 992	27.57
	Valeurs mobilières de placement	935 594		935 594	1 699 998	764 404	44.97
	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	674 729		674 729	295 086	379 643	128.66
	Charges constatées d'avance (2)	34 039		34 039	81 894	47 854	58.43
	Total II	2 334 772	10 846	2 323 926	2 659 659	335 734	12.62
Comptes de Régularisation	Frais d'émission des emprunts (III)						
	Primes de remboursement des emprunts (IV)						
	Ecarts de conversion actif (V)						
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)	24 634 528	10 360 645	14 273 884	17 323 022	3 049 138	17.60

(1) Dont à moins d'un an
(2) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2023 12		Exercice N-1 31/12/2022 12		Ecart N / N-1	
						Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres						
	Fonds propres sans droit de reprise :						
	Fonds propres statutaires						
	Fonds propres complémentaires						
	Fonds propres avec droit de reprise :						
	Fonds statutaires						
	Fonds propres complémentaires						
	Ecarts de réévaluation						
FONDS DÉDIÉS	Réserves :						
	Réserves statutaires ou contractuelles						
	Réserves pour projet de l'entité						
	Autres						
	Report à nouveau	2 499 265		2 454 328		44 937	1.83
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	41 866		44 937		3 071	6.83
	Situation nette (sous total)	2 541 130		2 499 265		41 866	1.68
PROVISIONS	Fonds propres consommables	10 000		10 000			
	Subventions d'investissement						
	Provisions réglementées						
	Total I	2 551 130		2 509 265		41 866	1.67
PROVISIONS	Fonds reportés liés aux legs ou donations	10 988 117		13 676 229		2 688 112	19.66
	Fonds dédiés						
PROVISIONS	Total II	10 988 117		13 676 229		2 688 112	19.66
PROVISIONS	Provisions pour risques						
	Provisions pour charges						
PROVISIONS	Total III						
DETTES (1)	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)						
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)						
	Emprunts et dettes financières diverses						
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	97 624		526 876		429 253	81.47
	Dettes des legs ou donations						
	Dettes fiscales et sociales	627 251		595 175		32 076	5.39
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés						
DETTES (1)	Autres dettes	9 761		15 476		5 715	36.93
	Instruments de trésorerie						
	Produits constatés d'avance						
	Total IV	734 636		1 137 528		402 892	35.42
DETTES (1)	Ecarts de conversion passif (V)						
DETTES (1)	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	14 273 884		17 323 022		3 049 138	17.60

(1) Dont à plus d'un an
Dont à moins d'un an
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2023	12	31/12/2022	12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)						
Cotisations						
Ventes de biens et services						
Ventes de biens						
Ventes de dons en nature						
Ventes de prestations de service	1 133 921		879 715		254 206	28.90
Parrainages						
Produits de tiers financeurs						
Concours publics et subventions d'exploitation						
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable						
Ressources liées à la générosité du public						
Dons manuels						
Mécénats						
Legs, donations et assurances-vie						
Contributions financières						
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	3 245		12 641		9 396	74.33
Utilisations des fonds dédiés						
Autres produits	1 506 048		1 700 393		194 345	11.43
Total I	2 643 213		2 592 748		50 465	1.95
Charges d'exploitation (2)						
Achats de marchandises	117 906		102 114		15 792	15.47
Variation de stock	25 329		1 325		24 004	NS
Autres achats et charges externes	4 510 655		4 410 187		100 468	2.28
Aides financières						
Impôts, taxes et versements assimilés	62 081		55 686		6 395	11.48
Salaires et traitements	480 353		439 919		40 434	9.19
Charges sociales	198 906		182 560		16 346	8.95
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	138 106		136 914		1 191	0.87
Dotations aux provisions	31 278		31 192		87	0.28
Reports en fonds dédiés						
Autres charges	50 446		28 131		22 316	79.33
Total II	5 615 060		5 388 027		227 032	4.21
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	2 971 846		2 795 279		176 567	6.32

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2023	12	31/12/2022	12	Euros	%
Produits financiers						
De participation						
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	3 435 596		3 288 598		146 998	4.47
Autres intérêts et produits assimilés						
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge						
Différences positives de change	11 136		4		11 132	NS
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total III	3 446 732		3 288 602		158 130	4.81
Charges financières						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions						
Intérêts et charges assimilées						
Différences négatives de change	3		126		122	97.43
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			28 964		28 964	100.00
Total IV	3		29 090		29 087	99.99
2. Résultat financier (III-IV)	3 446 729		3 259 512		187 217	5.74
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)	474 883		464 233		10 650	2.29
Produits exceptionnels						
Sur opérations de gestion						
Sur opérations en capital						
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges						
Total V						
Charges exceptionnelles						
Sur opérations de gestion						
Sur opérations en capital	2 450				2 450	
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions						
Total VI	2 450				2 450	
4. Résultat exceptionnel (V-VI)	2 450				2 450	
Participation des salariés aux résultats (VII)						
Impôts sur les bénéfices (VIII)	430 567		419 296		11 271	2.69
Total des produits (I+III+V)	6 089 945		5 881 350		208 595	3.55
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	6 048 080		5 836 413		211 667	3.63
5. EXCEDENT OU DEFICIT	41 866		44 937		3 071	6.83

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2023	12	31/12/2022	12	Euros	%
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
Dons en nature						
Prestations en nature		60 000			60 000	
Bénévolat						
TOTAL		60 000			60 000	
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
Secours en nature						
Mise à disposition gratuite de biens		60 000			60 000	
Prestations en nature						
Personnel bénévole						
TOTAL		60 000			60 000	

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Méthodologie suivie

Les informations fournies portent sur les principaux impacts, jugés pertinents, de l'événement qui sont enregistrés dans ses comptes. Il a été fait une distinction entre les effets ponctuels et les effets structurels. Ces effets sont détaillés en tenant compte des interactions et incidences de l'événement sur les agrégats usuels en appréciant les impacts bruts et nets. Les mesures de soutien dont elle a pu bénéficier sont également évaluées :

- Lorsque le niveau d'incertitude, notamment du fait d'un manque de recul par rapport à l'événement, reste élevé et rend une démarche d'ensemble délicate
- Lorsqu'il est difficile de mesurer les impacts de l'événement par rapport à une référence aisément utilisable sur les différents postes de produits et de charges
- Lorsque les interactions entre incidences sur les produits et incidences sur les charges sont complexes, notamment en termes d'hypothèses et de jugement, et donc difficiles à mettre en cohérence
- Lorsque l'entreprise souhaite privilégier une communication elle aussi ciblée

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

Principes et conventions générales

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023, dont le total est de 14 273 984 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 41 866 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général de l'année 2016.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
 - permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
 - indépendance des exercices et en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-01 relatif à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.
- La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu. Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Informations générales complémentaires

Donation

Le fonds de dotation Villa Carmignac a bénéficié d'une donation temporaire d'usufruit de titres en 2020 pour un montant de 20 503 297 € avec des droits de donation à hauteur de 238 571 € amortissables sur 8 ans.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Mécénat en nature et compétences

Dans le cadre de l'exposition 'L'île Intérieure', la Villa Carmignac a bénéficié du mécénat de compétences de la société LUMENS BOX. Ce mécénat a permis la mise à disposition de matériel audiovisuel, son installation, et des prestations connexes (maintenance, transports). La valeur totale de ce mécénat est de 60 000 € HT, formalisée par une convention et assortie d'un reçu fiscal. Ce partenariat a largement contribué à la réussite de l'exposition et à l'enrichissement de notre offre culturelle.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles TOTAL	20 741 868		
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	141 990		72 251
Installations générales agencements aménagements divers	801 365		19 904
Matériel de transport	27 736		
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	373 855		2 747
Immobilisations corporelles en cours	68 851		49 189
TOTAL	1 413 797		144 091
TOTAL GENERAL	22 155 665		144 091

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles TOTAL			20 741 868	20 741 868
Installations techniques, Matériel et outillage industriel			214 241	214 241
Installations générales agencements aménagements divers			821 269	821 269
Matériel de transport			27 736	27 736
Matériel de bureau et informatique, Mobilier			376 602	376 602
Immobilisations corporelles en cours			118 040	118 040
TOTAL			1 557 889	1 557 889
TOTAL GENERAL			22 299 756	22 299 756

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice		Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles TOTAL		6 906 506	2 719 390		9 625 896
Installations techniques, Matériel et outillage industriel		54 173	35 445		89 618
Installations générales agencements aménagements divers		235 122	81 680		316 803
Matériel de transport		24 400	2 843		27 243
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		272 101	18 138		290 239
TOTAL		585 797	138 106		723 903
TOTAL GENERAL		7 492 303	2 857 496		10 349 798
Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Autres immob.incorporelles TOTAL		2 719 390			
Instal.techniques matériel outillage indus.		35 445			
Instal.générales agenc.aménag.divers		81 680			
Matériel de transport		2 843			
Matériel de bureau informatique mobilier		18 138			
TOTAL		138 106			
TOTAL GENERAL		2 857 496			

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Clients douteux ou litigieux		10 846	10 846	
Autres créances clients		6 485	6 485	
Taxe sur la valeur ajoutée		541 300	541 300	
Charges constatées d'avance		34 039	34 039	
TOTAL		592 670	592 670	

Etat des dettes		Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés		97 624	97 624		
Personnel et comptes rattachés		76 798	76 798		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		70 646	70 646		
Impôts sur les bénéfices		430 567	430 567		
Taxe sur la valeur ajoutée		46 929	46 929		
Autres impôts taxes et assimilés		2 311	2 311		
Autres dettes		9 761	9 761		
TOTAL		734 636	734 636		

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	10 à 50 ans
Agencements et aménagements	Linéaire	10 à 20 ans
Installations techniques	Linéaire	5 à 10 ans
Matériels et outillages	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	4 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	5 à 10 ans
Mobilier	Linéaire	5 à 10 ans

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	39 765
Dettes fiscales et sociales	113 109
Autres dettes	9 761
Total	162 635

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	34 039
Total	34 039

Variation des capitaux propres

Capitaux propres à la clôture de l'exercice N-1 avant affectations	16 140 557
Affectation de résultat à la situation nette de l'AGO	44 937
Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice N	16 185 494
Apports recus avec effets rétroactif à l'ouverture de l'exercice N	
Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après apports rétroactifs	16 185 494
Variation en cours d'exercice	
Variation des provisions relevant des capitaux propres	2 688 112-
Autres variations	41 866
Capitaux propres au bilan de clôture de l'exercice N avant AGO	13 539 248
VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES AU COURS DE L'EXERCICE	2 646 246-
dont variation dues à des modifications de structure au cours de l'exercice	0
VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU COURS DE L'EXERCICE HORS OPERATIONS DE STRUCTURE	2 646 246-

ETAT SEPRE DES AVANTAGES ET DES RESSOURCES PROVENANT DE L'ETRANGER

Art. 434-3 L'article 4 du décret n° 2021-1812 du 24 décembre 2021 pris en application des articles 21, 22, 73 et 75 de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République précise les mentions à faire figurer dans l'état séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger.

L'état séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger est établi selon le modèle de tableau présenté ci-dessous:

Date(b) de l'avantage ou de la ressource	Personnalité juridique(c) du contributeur	Nature(d) de l'avantage ou Nature de la ressource	Caractère direct ou indirect(d) de l'avantage ou de la ressource	Mode de paiement(d)	Montant ou valorisation de l'avantage ou de la ressource(d)
03/05/2023	Personne morale étran	Un don	direct	Virement b	1 000 000.00
Etat du contributeur(a) Luxembourg					1 000 000.00

(a) Les avantages et ressources sont regroupés par Etat. Il peut s'agir :

- de l'Etat contributeur ;
- de l'Etat du siège social d'une personne morale étrangère ;
- de l'Etat du siège d'un dispositif juridique de droit étranger comparable à une fiducie ;
- de l'Etat de résidence fiscale d'une personne physique non résidente fiscale en France.

(b) Les avantages et ressources sont classés, pour chaque Etat, par ordre chronologique en fonction de la date de l'encaissement ou, pour un avantage ou une ressource non pécuniaire, la date à laquelle il est effectivement acquis ou la période durant laquelle il est accordé.

(c) Indiquer s'il s'agit :

- d'un Etat ou d'une autre collectivité publique ;
- d'une autre personne morale ;
- d'une personne physique.

(d) Conformément à l'article 4 du décret n° 2021-1812 du 24 décembre 2021.